

AUCH Le barreau gersois mobilisé



AUCH Le barreau gersois mobilisé

Les avocats gersois manifestent leur mécontentement

Lundi les avocats gersois mobilisés comme la plupart de leurs confrères contre la réforme Taubira, manifestaient leur mécontentement sur les marches du palais de justice. Consultés en urgence le 21 octobre sur la question de réforme de l'aide judiciaire, ceux-ci ont décidé à l'unanimité d'une grève totale des audiences de toute nature jusqu'au mercredi 28 au soir, date de convocation du bureau du Conseil National des barreaux.

Un mouvement national

Comme leurs confrères, ils exigent de la ministre de la Justice qu'elle renonce à les ponctionner pour financer l'Aide juridictionnelle et surtout pour exiger une revalorisation de la rémunération des avocats qui la pratiquent. L'un d'eux soulignait d'ailleurs qu'il s'agissait en fait de faire payer un droit de travailler tandis qu'un autre décriait une idée fausse, quant à la situation matérielle de la profession, soulignant qu'un comparatif des revenus entre les professions libérales, établi par la cour des comptes, les classait loin du premier rang et qu'il ne fallait pas confondre l'ensemble de la profession avec les ténors du barreau.

Par leur action, les avocats gersois entendent soutenir un service public de l'accès au droit et à la justice des plus défavorisés. Rappelant que ce service est déjà assuré grandement au frais de la profession et au préjudice de ses membres avec une rétribution qui ne couvre même plus leurs frais. Si les avocats gersois constatent comme leurs confrères que la garde des sceaux fait marche arrière sur ce qui pouvait être considéré comme un nouvel impôt, il réitère le fait que la rétribution des missions au titre de l'aide judiciaire n'a pas évolué depuis 2007.

Ailleurs en France

Le mouvement des avocats contre la réforme de l'aide juridictionnelle (AJ) était très largement suivi lundi, deux semaines après son début, 156 barreaux étaient en grève sur 164 parmi ceux-ci, une centaine était en grève totale des audiences. Les robes noires répondent ainsi à un appel à la grève générale lancé par le bureau du Conseil National des barreaux jusqu'à mercredi, 18 heures pour exiger de la ministre de la Justice qu'elle renonce à ponctionner les avocats pour financer l'AJ et surtout pour exiger une revalorisation de la rémunération des avocats qui la pratiquent.



IMG_20151026_141004.jpg



IMG_20151026_141507.jpg